

L'APPROCHE BIAISÉE D'OBAMA

Une paix qui ignorerait l'instrumentalisation du conflit par les États voisins serait une utopie dangereuse.

DAVID BENSOUSSAN – LES ÉDITIONS DU LYS

Le discours tant attendu du président Obama au Caire fit grand bruit. Toutefois, il préconisait aux parties le gel des colonies par les Israéliens et la cessation des violences de la part des Palestiniens. Par contre, il n'a pratiquement rien demandé aux États belligérants qui sont responsables de la détérioration de la situation au Moyen Orient.

Ce qu'Obama n'a pas voulu voir, est que le conflit israélo-palestinien est en fait un conflit israélo-arabe qui plonge ses racines dans un vécu historique judéo-arabe qui a connu des moments de symbiose mais également des moments d'intolérance particulièrement difficiles:

Ce fut la Ligue arabe qui refusa le plan de partage de l'Onu en 1948 et dont les États membres déclenchèrent la guerre contre Israël. Bien que le président Obama ait souligné l'état difficile des réfugiés palestiniens, aucune mention n'a été faite au sujet des réfugiés juifs des pays arabes, autrement plus nombreux que les réfugiés palestiniens. Les États membres de la Ligue arabe furent directement responsables de leur situation. La Ligue arabe est engagée dans un boycott économique et culturel illégal envers l'État d'Israël. Qui plus est, l'enseignement de la haine d'Israël (et aussi des juifs, des chrétiens et de l'Occident) persiste dans de nombreux pays arabes et dans de nombreux médias officiels.

Vouloir ignorer la responsabilité et la nécessaire cessation des hostilités de la part des États arabes, c'est vouloir répéter l'expérience du retrait de Gaza qui a vu l'État iranien dirigé par un président génocidaire s'y installer et torpiller toutes les initiatives de paix. Une paix qui exigerait des mesures qui amélioreraient le sentiment de sécurité de la part d'une seule des parties et qui ignorerait l'instrumentalisation du conflit par les États voisins serait une utopie dangereuse.

Vouloir monter en pointe la construction de logements à Jérusalem tout en ignorant l'amélioration récente des conditions de vie des Palestiniens de Cisjordanie et la perpétuation de l'enseignement de la haine dont regorgent les médias officiels de certains pays arabes, c'est appliquer une politique de deux poids deux mesures. Car une paix ne peut être bâtie sur la simple exigence de concessions d'une seule des parties. Quand l'Égypte et la Jordanie ont décidé de faire la paix avec Israël, tous les arrangements, y compris les arrangements territoriaux, ont pu être trouvés. Vouloir exiger des concessions dans un pays où la distance entre la frontière et la mer est d'environ douze kilomètres (beaucoup moins que la longueur du boulevard Sherbrooke à Montréal), c'est demander beaucoup s'il n'y a pas de volonté de paix réelle de la part des pays voisins.

La politique actuelle du président Obama ne fera qu'encourager les pays arabes à ne pas faire de concessions de leur part et d'exiger des concessions toujours plus grandes d'Israël, ce qui caractérise d'ailleurs leur immobilisme depuis plusieurs décennies. Cette asymétrie de fait est, à la limite, irresponsable.